

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Chroniques impertinentes du 3^{ème}(sic) Front commun syndical, 1979-1980, par François Demers, Montréal, Nouvelle optique, c. 1982, 170 pp, ISBN 2-89017-035-7.

par Gérard Hébert

Relations industrielles / Industrial Relations, vol. 37, n° 4, 1982, p. 962-963.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/029311ar>

DOI: 10.7202/029311ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

RECENSIONS

BOOK REVIEWS

Chroniques impertinentes du 3ème (sic) Front commun syndical, 1979-1980, par François Demers, Montréal, Nouvelle optique, c. 1982, 170 pp. ISBN 2-89017-035-7.

L'auteur de ce petit ouvrage, fort intéressant, a été responsable de l'information pour les syndicats du secteur public de la C.S.N. pendant la cinquième ronde de négociation du secteur public, de novembre 1977 à mai 1980. Journaliste, avant ses deux ans et demi d'activités syndicales, il aborde son sujet avec l'expérience et les limites de l'analyse journalistique, pour le meilleur et pour le pire. Certains ont présenté son livre comme un témoignage antisyndical; bien au contraire, l'auteur voulait, en l'écrivant, «retrouver... les sources de la révolte, de l'idéalisme et de la générosité, qui donnent un sens à l'action syndicale» (p. 7).

Le livre a le mérite d'exprimer ce que plusieurs savaient déjà, ou devinaient, comme le rôle majeur des options politiques, au cours de ces négociations, et les équivoques et tensions nombreuses qui en ont découlé. Syndicalisme et nationalisme, discours socialiste des porte-parole et attentes économiques des membres, opposition entre militants et modérés, revendicateurs et négociateurs, partisans de la centralisation et de l'écoute des membres, syndiqués du secteur public et du secteur privé, telles sont quelques-unes des tensions qui servent de toile de fond à l'ouvrage et qu'on retrouve comme un leit-motiv du début à la fin.

Les titres des chapitres évoquent ces tensions et les dilemmes qui en résultent. L'introduction («Un syndicalisme politique et

corporatif») rappelle la presque sainte alliance qui existait entre le mouvement syndical et le mouvement nationaliste jusqu'aux élections du 15 novembre 1976. Mais déjà la situation avait entraîné des tensions considérables à l'intérieur de chacune des centrales syndicales. «Les lendemains du 15 novembre 1976» (chapitre I) ont forcé les centrales en cause à adopter une «nouvelle stratégie syndicale». Non sans de profonds déchirements. La C.S.N. était tiraillée entre ses militants activistes, qui tenaient à marquer fortement leur opposition à tout gouvernement, le nouveau comme les autres, et ses représentants traditionnels, préoccupés à la fois de nationalisme et d'efficacité. Donnée importante: à la C.S.N., ce sont les syndicats et les syndiqués du secteur public qui dominent. C'est l'inverse à la F.T.Q., où, en plus, le compérage avec le parti au pouvoir venait de haut; les quelques «locaux» du secteur public devaient bien tenir tête un peu au gouvernement, mais ils risquaient de s'isoler de leur centrale: il a fallu la nomination de Fernand D'Aoust comme coordonnateur des unions F.T.Q. au sein du Front commun pour sauver la situation. Quant à la C.E.Q., les tendances nationalistes de ses membres sont bien connues, alors que plusieurs de ses permanents ont des penchants plus radicaux; l'écartèlement s'est manifesté tout au long des événements par des soubresauts dans chacune des deux directions. L'élection du 15 novembre 1976 avait vraiment «déstabilisé» le mouvement syndical (p. 47).

Le chapitre II porte sur «Un discours exceptionnellement égalitaire», celui tout particulièrement de la Fédération des affaires sociales (C.S.N.), qui a dominé la négociation et qui a procuré des avantages certains aux

bas salariés du secteur public; par contre, les résultats ont profondément déçu la grande majorité des employés visés par la négociation. «La chicane de famille» se poursuit dans le chapitre III: l'auteur y discute de la capacité de payer du gouvernement, du rapport Fortin sur les effets du salaire minimum et de la comparaison des salaires entre le secteur public et le secteur privé. «Les cadeaux de Jacques Parizeau» (chap. IV) amènent le dénouement: alors que rien ne le laissait prévoir, le gouvernement offre, en octobre et novembre 1979, presque tout ce que les syndicats avaient demandé sur les régimes de retraite, le congé de maternité, la sécurité d'emploi régionale et même le salaire minimum de \$265. Une seule explication valable: le «référendum qui approchait» (p. 136). Les grèves qui ont entouré le règlement et qui font également l'objet du chapitre IV s'expliquent par la même dichotomie fondamentale, c'est-à-dire par l'effort des radicaux pour amener le gouvernement à matraquer les syndicats, et faire ainsi la preuve qu'il était bel et bien le représentant du capitalisme international comme ils le prétendaient depuis le début (p. 132).

Un aspect important du livre que ne révèle pas le résumé ci-dessus, c'est l'insistance de l'auteur à analyser les prises de position du Front commun tout au cours de la négociation. La carrière de l'auteur autant que son rôle à la C.S.N. durant cette période expliquent cette insistance. En fait, l'analyse ne manque pas d'intérêt, puisqu'elle rejoint les équivoques et les tensions fondamentales, celles qui existent entre les militants et les modérés, les syndicalistes et les nationalistes, les tenants du discours socialiste et les défenseurs des intérêts particuliers des membres de chaque groupe. Il se dégage de l'ensemble un sentiment de manipulation de l'information par les maîtres d'oeuvre de cet aspect majeur dans pareille opération; dans une structure de cette envergure, la communication par les media est aussi importante et peut-être plus efficace que la communication par les mécanismes internes entre la tête et la base du mouvement syndical. Le lecteur ne peut juger par lui-même de cette impression de manipu-

lation que dégage l'ensemble du texte. De tous les aspects du livre, c'est un de ceux qui peut prêter flanc à l'accusation d'antisyndicalisme. Pourtant, l'intérêt même du mouvement syndical et des causes qu'il défend demande que soit assurée la libre circulation de toute l'information disponible et que la plus grande transparence en soit la garantie indéniabile. Tel est bien, semble-t-il, le but de l'auteur en insistant sur cet aspect.

Là où le lecteur demeure gravement sur son appétit, c'est quand l'auteur formule sa propre proposition, ce qu'il appelle, dans son chapitre de conclusion, le «modèle alternatif» (sic). Ce modèle nouveau ressemble étrangement à l'ancien sur bien des points, et il ne paraît guère plus réaliste. Le premier terme de son titre est peut-être ainsi plus important que le second: «À la recherche d'un modèle alternatif».

La langue de l'auteur mérite d'être soulignée. Il écrit en un français généralement correct, qui rend la lecture de son texte facile et aguichante. Il a des trouvailles de vocabulaire remarquables: les «ologues de toutes sortes» (p. 18), les «mange-micros» (p. 31), les «just-qu'au-boutistes» (p. 40), «l'arbre de Noël des demandes syndicales» (p. 92), sans oublier les expressions déjà connues, qu'il consigne dans son texte, comme les «flyés» de la C.S.N. et les «gras-durs» de la C.E.Q. Dommage qu'entre ces perles on rencontre un certain nombre de fautes, que le lecteur attribue, au début, à des coquilles d'imprimerie, mais qui se révèlent, à la longue, des fautes manifestes de français.

En résumé, malgré le titre, il ne s'agit pas du tout de chroniques (sic), mais de réflexions et de commentaires, qui sont d'ailleurs loin d'être impertinents. Si l'on tenait absolument à les qualifier, un mot qui revient plusieurs fois sous la plume de l'auteur serait déjà plus approprié; c'est le mot «cynique». Mais ses propos ne sont ni cyniques ni impertinents. Ils soulèvent bien des questions et ne laisseront personne indifférent. Malgré la date récente de parution, les faits le prouvent déjà.

Gérard HÉBERT

Université de Montréal